

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2015

**CHAPITRE 30**

**MINISTERE  
DE L'AGRICULTURE ET DU  
DEVELOPPEMENT RURAL**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015	9
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>10</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 391: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>11</b>
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	15
2.2.	<b>PROGRAMME 392: AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES</b>	<b>16</b>
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	17
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	17
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	17
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	19
2.3.	<b>PROGRAMME 393: MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET DE PRODUCTION</b>	<b>25</b>
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	26
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	26
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	26
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	28
2.4.	<b>PROGRAMME 394: GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE</b>	<b>32</b>

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	33
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	33
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	35
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>38</b>
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	39
3.2.	LEÇONS APPRISES	40
3.3.	PERSPECTIVES	40

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance. Ces programmes sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA), rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. Après leur mise en œuvre, ils font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports annuels de performance (RAP), annexés à la loi de règlement.

Les RAP, prévus par l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007, étaient en 2016, rendus à leur troisième année d'élaboration, correspondant à l'évaluation des PPA de l'exercice 2015. A cet effet, il était question pour les départements ministériels et institutions de présenter l'état de réalisation technique et financière de leurs programmes au cours de cette année de référence, mais plus globalement, d'effectuer le bilan de la première période triennale de mise en œuvre du budget en mode programme (2013-2015).

En terme d'appropriation, il convient de relever pour s'en féliciter, la prise en main effective en 2015, de l'activité d'élaboration des rapports annuels de performance par les administrations concernées. Ces dernières, avec une assistance technique très faible, ont renseigné, conformément au format défini, les trois parties du RAP, avec en toile de fond l'objectif de fiabiliser davantage les éléments constitutifs du bilan technique.

Comme cela avait été le cas lors des deux années précédentes, les rapports annuels de performance 2015 sont déclinés ainsi qu'il suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2015;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2015 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

### Rappel des priorités nationales

Les orientations stratégiques nationales s'articulent autour de la vision à long terme (2035). Cette vision se décline en quatre objectifs généraux à savoir:

- (i) réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ;
- (ii) devenir un pays à revenu intermédiaire ;
- (iii) atteindre le stade de Nouveau Pays Industrialisé et ;
- (iv) renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique.

En effet, ces priorités ont défini en matière de :

#### Ø **accélération de la croissance:**

- le développement des infrastructures ;
- la modernisation de l'appareil de production ;
- le développement des ressources humaines ;
- l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux ;
- le financement de l'économie.

#### Ø **développement de l'emploi:**

- l'accroissement de l'offre d'emplois ;
- la mise en adéquation de la demande d'emplois ;
- l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi ;

#### Ø **promotion de la gouvernance et de la gestion stratégique de l'Etat :**

- la promotion de l'état de droit ;
- la gestion stratégique de l'Etat.

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, a assigné au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, des missions précises en matière agricole et en matière de développement rural. Il s'agit de :

- l'élaboration, de la planification et de la réalisation des programmes gouvernementaux relatifs à l'agriculture et au développement rural ;
- la conception des stratégies et des modalités pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaire ainsi que du suivi de leur mise en œuvre ;
- l'élaboration et du suivi de la réglementation dans le secteur agricole ;
- la protection et du suivi des différentes filières agricoles ;
- l'amélioration quantitative et qualitative de la production et des rendements dans le secteur agricole ;

- la promotion des investissements dans le secteur agricole en liaison avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique ;
- la promotion de la mécanisation dans le secteur agricole ;
- la promotion des petites, moyennes et grandes exploitations dans le secteur agricole en liaison avec le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat ;
- l'identification et de la promotion de nouvelles productions agricoles pour l'exportation ;
- la protection phytosanitaire des végétaux ;
- la collecte, de la production et de l'analyse des statistiques agricoles ;
- la coordination de la gestion des situations de crise en matière agricole ;
- la vulgarisation agricole en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et les Administrations concernées ;
- le suivi des normes dans le secteur agricole ainsi que du contrôle de leur application ;
- le suivi des organisations professionnelles agricoles ;
- le suivi des coopératives agricoles ;
- la diffusion de l'information et des conseils agricoles auprès des producteurs en liaison avec le Ministère de la Communication ;
- le suivi des écoles de formation des personnels agricoles en relation avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à l'exclusion des établissements d'enseignement relevant des Ministères chargés des questions d'enseignement ;
- la promotion du développement communautaire ;
- l'encadrement des paysans ;
- la participation à la planification et du suivi de la réalisation des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, en liaison avec les Ministères compétents.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural exerce sa tutelle technique sur :

- la Cameroon Development Corporation (CDC) ;
- la South West Development Authority (SOWEDA) ;
- la Mission de Développement du Nord Ouest (MINDENO)
- la Société de Développement du Cacao (SODECAO) ;
- la Société de Développement du Coton (SODECOTON) ;
- la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY) ;
- la Upper Noun Development Authority (UNVDA) ;
- l'Office Céréalière ;
- l'Unité de Traitement Agricole par Voie Aérienne (UTAVA) ;
- le Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (CENEEMA) ;
- la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF).

### **Rappel synthétique des performances passées**

L'évaluation de l'exécution du budget du MINADER ces dernières années s'articule autour des

axes suivants :

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles;
- la modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricole ;
- la gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture;
- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur agriculture et développement rural.

### 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

#### 1.2.1 TEXTES REGLEMENTAIRES

Des textes réglementaires ont été mis en place pour l'accompagnement de la loi N° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat.

La réforme des finances publiques au Cameroun ainsi consacrée par la promulgation de cette loi exige un changement radical dans la gestion des finances publiques de l'Etat.

Cette exigence rend les différents acteurs politiques et administratifs responsables, pour une mise en œuvre plus efficace et efficiente des programmes de politiques publiques, ceci afin de promouvoir la Gestion Axée sur les Résultats et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) consignés dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

La mise en œuvre graduelle de cette loi prescrit au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, ainsi qu'aux autres départements ministériels, de joindre aux projets de loi de finances, un document de budget élaboré sous forme de Budget-Programme.

Le programme en tant que support de présentation des crédits budgétaires par finalité socioéconomique et définissant le cadre budgétaire de mise en œuvre des politiques publiques se trouve être au cœur de cette nouvelle approche.

Les documents d'ancrages de ce travail se résument au Document de Vision dont l'objectif est de « **faire du un pays émergeant à l'horizon 2035** », au Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DCSE), au décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, aux directives du Chef de l'Etat contenues dans ses discours du 17 janvier 2011 prononcé à l'ouverture du Comice agropastoral d'Ebolowa et du 03 novembre 2011 prononcé devant l'Assemblée Nationale à l'occasion de la prestation de serment, ainsi que dans son discours de campagne prononcé le 04 octobre 2011 à Maroua. De même que les discours du Chef de l'Etat la Nation les 31 décembre 2012 et 2013, ainsi que la circulaire présidentielle relatives à la préparation du budget 2014.

Au regard des principaux défis à relever par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural qui se trouvent être :

- l'accélération de la croissance ;
- la modernisation du monde rural ;
- la réduction de la pauvreté en milieu rural ;
- la sécurité et l'autosuffisance alimentaire ;

- la gestion durable des ressources naturelles,

La vision politique évoquée plus haut qui se décline dans le secteur rural, volet agriculture et développement rural, a pour objectif stratégique de « **Renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement** ».

#### 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015

La mise en œuvre des programmes a globalement été marquée par :

- une insécurité transfrontalière persistante;
- une pluviométrie régulière dans la partie méridionale hors mis la région du Littoral qui a connu des cas d'inondations importantes ;
- une pluviométrie élevée dans la partie septentrionale, avec comme conséquences, des inondations dévastatrices et des pertes de récoltes ;
- des retards d'exécution dus aux procédures de passation des marchés qui ne cadrent toujours pas avec le calendrier agricole ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ;
- la révision du Document de Stratégie du Développement du Secteur Rural dans son ensemble ;
- la difficulté de la mise en œuvre du budget- programme, due à la faible maturation des activités ;
- la poursuite de la mise en œuvre des engagements de MAPUTO sur la proportion des budgets nationaux à réserver au secteur rural (*au moins 10%*);
- la poursuite du transfert des compétences et des ressources aux CTD.

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 391

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS  
SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Responsable du programme

**MVONDO NNA PATRICK**  
*Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

#### § Numéro et libellé du programme

Programme 391, Gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur agriculture et développement rural

#### § Responsable

MVONDO NNA PATRICK, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du MINADER	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	50.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE Action 05: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 06: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 07: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE Action 09: CONSEIL JURIDIQUE Action 10: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE Action 11: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES Action 12: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 23 903 550 000	CP 23 903 550 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MVONDO NNA PATRICK, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

### 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Insécurité transfrontalière

Absence de données statistiques fiables

Mise en œuvre de l'acte uniforme OHADA

Lourdeur des procédures de passation des marchés

### 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Le programme 391 a pour objectif principal d'améliorer la coordination des services tout en assurant la bonne mise en œuvre des programmes du MINADER. L'évaluation de ce Programme devrait se faire à travers le taux de réalisation des activités budgétisées en son sein. Il convient de rappeler qu'en 2011, ce taux de réalisation était de 50%. Pour ce qui est de l'année cible (2018), il a été fixé à 80%.

En 2015, ce Programme a reçu une dotation budgétaire initiale de 23 903 550 000 de FCFA en AE et CP. La dotation révisée quant à elle s'élève à 74 685 167 844 FCFA en AE et CP. Le montant consommé en fin d'exercice est de 74 593 753 317 FCFA, soit un reliquat de 91 414 527 FCFA et un taux de réalisation financière de 99,98%.

Il faudrait tout de même signaler que la différence entre AE révisées et AE initiales d'une valeur absolue de 50 781 617 844 FCFA représente 32 000 000 000 de FCFA de fonds FINEX et 18 781 617 844 FCFA en fonctionnement.

Cette augmentation apparente des ressources externes a permis d'accompagner la mise en œuvre des activités dans les actions ci-après :

- Développement des filières de production végétale : 33 153 434 633 FCFA ;
- Réduction des risques d'insécurité alimentaire conjoncturelle : 1 225 001 007 FCFA ;
- Développement des normes et label des intrants agricoles : 187 783 574 FCFA ;
- Développement des ressources humaines : 80 000 000 ;
- Développement du système d'informations statistiques : 60 000 000 ;
- Développement des mécanismes du financement du secteur : 3 002 756 988 FCFA ;
- Développement des aménagements et des infrastructures agricoles : 32 807 009 FCFA ;
- Amélioration du cadre de travail : 19 372 443 FCFA ;
- Développement des infrastructures du monde rural : 9 106 000 000 FCFA ;
- Soutien à l'acquisition des équipements agricoles : 9 209 227 FCFA ;
- Aménagement des ressources en eau : 3 964 225 396 FCFA ;
- Amélioration de l'accès au foncier agricole : 20 000 000 FCFA.

Les actions « Gestion des ressources documentaires », « développement des TIC » et « Etudes stratégiques et planification » dont les dotations initiales étaient respectivement de 15 000 000 FCFA, 22 000 000 FCFA et 95 000 000 FCFA n'ont pas été programmées.

Cette tendance haussière est due entre autres à l'augmentation des effectifs au MINADER et au renforcement des capacités des Acteurs. Le recensement agricole a mobilisé un grand nombre de ressources humaines, matérielles et financières.

Dans le cadre de la mise en œuvre du budget programme, un accent particulier a été mis à la coordination et au suivi des activités des services.

L'insécurité frontalière à la partie septentrionale et à l'Est du Cameroun a conduit à une réorganisation des ressources financières au sein des programmes.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Production des rapports de suivi des activités du MINADER.</p> <p>Actualisation de la feuille de route du MINADER.</p> <p>Elaboration des documents sur la revue et l'actualisation des programmes et du Projet de Performance Annuelle du MINADER.</p> <p>Organisation des mini comices agro pastoraux régionaux.</p> <p>Début du paiement des arriérés du Projet d'appui à la production et à la diffusion du matériel végétal cacao et cafés.</p> <p>Production des documents statistiques.</p> <p>Appui à la formation professionnelle.</p> <p>Acquisition du matériel informatique.</p> <p>Acquisition du matériel roulant.</p> <p>Acquisition du matériel technique spécifique et topographique.</p> <p>Travaux de réfection et de réhabilitation des bâtiments du MINADER.</p> <p>Travaux de construction champignonnières.</p> <p>Acquisition des équipements pour la production des semences de base au laboratoire du Projet Champignons d'Obala.</p> <p>Travaux de construction d'un hangar pour la réalisation des tests de conformité des appareils de traitement, dans le cadre du renforcement du dispositif de certification des appareils de traitement phytosanitaire remplissant les exigences de qualité au niveau national.</p> <p>Travaux de réhabilitation des villas du directeur et du personnel enseignant à l'Ecole pour la Formation des Spécialistes en Equipements et Aménagements Ruraux (EFSEAR) de kumba.</p> <p>Travaux de réhabilitation du bâtiment abritant le restaurant et le dortoir des étudiantes à l'Ecole pour la Formation des Spécialistes en Equipements et Aménagements Ruraux (EFSEAR) de kumba.</p> <p>Début des travaux de réalisation du RGAE.</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	75%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 74 685 167 844	CP 74 685 167 844
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -50 781 617 844	Ecart CP -50 781 617 844
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 74 593 753 317	CP 74 611 700 000
TAUX DE CONSOMMATION	99,88 %	99,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>— L'action N°1, « Coordination et suivi des activités des services » a vu accroître son budget de 50 781 617 844 FCFA en valeur absolue dû à une affectation erronée par le MINFI ; étant entendu que ces fonds représentaient respectivement les ressources externes et le fonctionnement de certaines actions d'autres programmes.</p> <p>— Trois actions n'ont pas été mises en œuvre : Développement des TIC (22 000 000), Etudes stratégiques et planification (95 000 000) et Gestion des ressources documentaires (15 000 000). Il y a eu des virements des ressources de ces actions vers d'autres qui ont été jugées plus prioritaires.</p>	
PERSPECTIVES 2016	<p>— Réaliser le RGAE ;</p> <p>— Entamer la construction des centres d'excellence ;</p> <p>— Elaborer le plan opérationnel des effectifs (POE) du MINADER ;</p> <p>— Poursuivre la formation des jeunes cadres dans les métiers agro-pastoraux ;</p> <p>— Envisager le renforcement des capacités des personnels responsables et nouvellement recrutés ;</p> <p>Construire l'immeuble ministériel.</p>	

## **2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015**

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 392

AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE  
DES FILIERES AGRICOLES

Responsable du programme

**MBILI OLOUME JEAN PIERRE**  
*Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération*

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Numéro et libellé du programme

Programme 392, Amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles

Responsable

M. MBILI OLOUME, Directeur du Développement Agricole

OBJECTIF	Rendre le secteur agricole camerounais plus productif et compétitif et lui faire gagner des parts additionnelles sur les marchés	
Indicateur	Intitulé:	Contribution de l'agriculture à la croissance économique
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.20000000298023224
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	2.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES Action 02: DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES Action 03: REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE Action 04: DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.	
DOTATIONS INITIALES	AE 59 747 517 000	CP 59 747 517 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBILI OLOUME JEAN PIERRE, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Développement des chaînes de valeurs, insécurité transfrontalières avec déplacements des populations agricoles.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

L'objectif global du Programme 392 est de rendre les produits agricoles camerounais plus compétitifs et leur faire gagner des parts additionnelles sur les marchés sous régionaux, régionaux et internationaux.

L'indicateur retenu pour ce programme à savoir le taux de contribution de l'agriculture à la croissance économique qui était de 0,6% en 2011, a été projeté à 2% en 2018, année cible. Cet indicateur ne permet pas de renseigner efficacement sur les performances du Programme qui intervient sur la production agricole, la sécurité alimentaire et la réglementation de la qualité des intrants agricoles.

En 2015, ce Programme a reçu une dotation révisée de 25 101 097 786 FCFA en AE et CP, pour une consommation de 25 005 761 355 FCFA, d'où un reliquat de 95 336 431 FCFA entraînant un taux de réalisation financière de 99,62%.

Il faudrait signaler que le développement des normes et label des principaux produits agricoles

dont le budget initial était de 80 000 000 FCFA a été révisé à 0 FCFA. Il s'agit là des efforts du MINADER consentis pour supporter les effets néfastes de l'insécurité galopante transfrontalière. Dans le souci de rendre compte de la performance de ce programme. Dans l'avenir le MINADER suggère que plusieurs indicateurs soient retenus pour dégager exactement les volumes des exportations et des productions agricoles nationales.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Production des semences et du matériel végétal de qualité Mise en place des exploitations agricoles Acquisition et distribution des engrais Acquisition et distribution des produits phytosanitaires Acquisition et distribution du matériel agricole Appui-conseil et vulgarisation Production du matériel technique Construction des unités de traitement Mobilisation de stock des denrées alimentaires Gestion des Pesticides Obsolètes	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	68%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 25 101 097 786	CP 25 101 097 786
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 34 646 419 214	Ecart CP 34 646 419 214
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 25 005 761 355	CP 24 956 800 000
TAUX DE CONSOMMATION	99,62 %	99,42 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des ressources allouées par rapport aux besoins;</li> <li>- Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et l'exécution du calendrier agricole;</li> <li>- Insuffisance des semences et plants de qualité et détérioration de celles existantes ;</li> <li>- Insuffisance du matériel végétal de base pour la production des semences et plants;</li> <li>- Lourdeur des procédures de passation des marchés;</li> <li>- Insuffisance d'équipements et d'infrastructures.</li> </ul>	
PERSPECTIVES 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redynamiser le suivi de la situation alimentaire des populations et de la production agricole dans les zones cibles ;</li> <li>- Augmenter la production des semences et plants de qualités (cacaoyer, caféier, arbres fruitiers, okok, pomme de terre, bananier plantain, taro, palmier à huile, manioc, etc.)</li> <li>- Accélérer le processus de production locale des engrais et autres intrants agricoles à grande échelle et à moindre coût;</li> <li>- Mettre en place un mécanisme durable d'autoproduction dans les zones touchées par l'insécurité Alimentaire.</li> <li>- Désigner les responsables d'actions ;</li> <li>- Opérationnaliser les responsables des programmes et d'actions ;</li> <li>- Labelliser d'autres produits agricoles ;</li> <li>- Rendre fonctionnelles les fermes semencières du MINADER et les étendre ;</li> <li>- Poursuivre la distribution des denrées alimentaires dans les zones à risque ;</li> <li>- Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques modernes de production/stockage/commercialisation/transformation ;</li> <li>- Augmenter les superficies exploitées ;</li> <li>- Accroître les infrastructures et équipements de production.</li> </ul>	

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES										
OBJECTIF	Augmenter le niveau de production des filières stratégiques									
Indicateur	Intitulé:	Taux de croissance du PIB agricole							TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  86%	
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2011								
	Valeur de référence:	3.200000047683716								
	Année cible:	2018								
	Valeur Cible	8.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Production des semences et du matériel végétal de qualité  Cacao-café : 7 399 591 plants de cacao produits et distribués pour emblaver 6 168 ha 392 500 plants de caféier Robusta pour emblaver 327 ha 2 818 800 plants de caféier Arabica produits et distribués pour emblaver 2349 ha 12 000 géniteurs de cacao produits 3,5 ha de champ semencier de cacao créé 50 ha de champ semencier de cacao entretenu 113 410 cabosses de cacao distribuées 1877 kg de semences de café Arabica produits 2 429 400 moutures racinées de caféier Robusta produits 17 ha de parc à bois de café Robusta entretenus 1 ha de parc à bois de café Robusta réhabilité 19 ha de champ semencier de café Arabica entretenus Céréales : Riz : 1675 t de semences certifiées de riz produites pour emblaver 33 500 ha de riz irrigué pour une production attendue de 134 000 t de riz paddy 53 t de semences souches, 798 t de semences pré base, 962 t de semence de base et 4182,19 t de semences certifiées pour emblaver 59 490 ha de riz pluvial pour une production de								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	56 667 517 000	56 667 517 000	23 514 082 367	23 514 082 367	23 428 260 959	23 428 260 959	99,64 %	99,64 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des chaînes de valeurs ;</li> <li>- insécurité transfrontalières avec déplacements des populations;</li> <li>- Procédures de passation de marchés très lourdes entravent la réalisation de certaines activités agricoles essentiellement tributaires du climat ;</li> <li>- Mise en œuvre de la politique agricole de 2<sup>de</sup> génération;</li> <li>- Changements climatiques.</li> </ul>									
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production et distribution de semences et plants améliorés ;</li> <li>- Appui en intrants (engrais et pesticides), équipements et matériels agricoles ;</li> <li>- Renforcement des capacités des producteurs sur les itinéraires techniques de production des différentes spéculations;</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des ressources allouées par rapport aux besoins ;</li> <li>- Insuffisance d'équipements et d'infrastructures productifs ;</li> <li>- inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier agricole ;</li> <li>- Insuffisance de matériel végétal de base pour la production des semences et plants ;</li> <li>- Insuffisance des semences et plants de qualités et détérioration de celles existantes.</li> </ul>									

Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"><li>- Augmenter le nombre de sessions de formation des producteurs et multiplicateurs de semences à l'organisation et à la gestion coopérative;</li><li>- Augmenter le nombre de sessions de formation thématiques ;</li><li>- Poursuivre l'extension des parcelles des jeunes agriculteurs installés sur les sites;</li><li>- Augmenter la production des semences et plants de qualités (cacaoyer, caféier, arbres fruitiers, okok, pomme de terre, bananier plantain, taro, palmier à huile, manioc, etc.)</li><li>- Augmenter les superficies exploitées;</li><li>- Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques modernes de production/stockage/commercialisation/ transformation ;</li><li>- Accroître les infrastructures et équipements de production;</li><li>- Accélérer le processus de production locale des engrais et autres intrants agricoles à grande échelle et à moindre coût;</li><li>- Renforcer les capacités des producteurs dans la production et l'utilisation des bio fertilisants;</li><li>- Revaloriser le coût unitaire des plants aux pépiniéristes ; production et distribution de 500 000 plants d'okok par an;</li><li>- Réaliser les travaux d'aménagement des périmètres irrigués en régis recommandés par le MINADER.</li><li>- Désenclaver les bassins de production.</li></ul>
-------------------	--

Action 02 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES								
OBJECTIF	Améliorer la qualité des produits agricoles							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des principaux produits agricoles normés et labélisés au Cameroun				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  0	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		RAS					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	RAS							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	RAS							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le crédit a été viré ailleurs							
Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place et opérationnaliser les structures permanentes de pilotage du Budget Programme (responsables des programmes, responsables d'actions) ;</li> <li>- Définir les normes de commercialisation/transformation/conservation des produits agricoles ;</li> <li>- Labelliser d'autres produits agricoles,</li> <li>- Etablir les manuels de procédures d'inspection phytosanitaire ;</li> <li>- Définir les normes d'emballages et d'étiquettes des produits agricoles ;</li> <li>- Finaliser l'avant-projet de loi sur l'agriculture biologique ;</li> <li>- Contribuer à l'avant projet de loi sur la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun ;</li> <li>- Systématiser les tests de conformité des appareils de traitement, des semences;</li> <li>- Acquérir les équipements et la logistique pour réaliser les activités ;</li> <li>- Former et assermenter les Inspecteurs et Contrôleurs phytosanitaires ;</li> <li>- Construire un bâtiment définitif pour le laboratoire ;</li> <li>- Engager la certification des laboratoires des pesticides, des semences et des engrais.</li> </ul>							

### Action 03 REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE

OBJECTIF	Améliorer quantitativement et qualitativement le niveau de sécurité alimentaire de l'ensemble des populations							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de la population nationale touchée par l'insécurité alimentaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		5.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		<p>-Mobilisation des stocks des denrées alimentaires 2360 t de riz paddy ; 1880 t de maïs ; 750 t de sorgho de saison sèche ; 200 t de sorgho de saison de pluie 4109 t de céréales mobilisées dans le cadre du Don Spécial du Chef de l'Etat. 92673 t de denrées alimentaires transportées et distribuées dans 62 écoles ; 2000 t de céréales distribuées à 100 greniers communautaires NB : Les écoles des départements de Logone et Chari et de Mayo Tsanaga ont été momentanément suspendues pour cause d'insécurité.</p>				60%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 580 000 000	2 580 000 000	1 354 998 993	1 354 998 993	1 354 998 993	1 354 998 993	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>-Insécurité transfrontalière avec les déplacements des populations; - Dégâts d'oiseaux granivores (<b>Quelea quelea</b>) dans les périmètres de la SEMRY et autour du Parc National de Waza ;</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- Appui aux micros projets dans les zones vulnérables ; - Régulation de la disponibilité des denrées alimentaires ; - Prévention des risques d'insécurité alimentaire.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La sécurité alimentaire a connu un surplus d'effort à cause de l'insécurité transfrontalière. Le MINADER a joué un rôle très important sur ce point. Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier d'exécution. Dotation budgétaire insuffisante.</p>							
Perspectives 2016	<p>- Suivre la situation alimentaire des populations et de la production agricole dans les zones cibles ; - Opérationnaliser les responsables d'action ; - Poursuivre la distribution des denrées alimentaires dans les zones à risque ; - Mettre en place un mécanisme durable d'autoproduction dans les zones touchées par l'insécurité Alimentaire.</p>							

## Action 04 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.

OBJECTIF	Améliorer la qualité des intrants agricoles							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des intrants agricoles normés et labélisés au Cameroun				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  80%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		75.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		Gestion des Pesticides Obsolètes Sensibilisation et information de 140 producteurs et distributeurs de pesticides sur les risques liés à l'utilisation des pesticides dans la Région du Centre						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	420 000 000	420 000 000	232 016 426	232 016 426	222 501 403	222 501 403	95,9 %	95,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture orientée vers le marché international et sous régional;</li> <li>- Accroissement des échanges des produits agricoles avec les pays voisins ;</li> <li>- Des produits agricoles de contrebande circulent à travers le pays.</li> <li>- Certaines ressources phylogénétiques sont en voie de disparition et la banque de gènes pour appuyer la création et le développement variétal est absente;</li> <li>- Des intrants agricoles de contrebande et des produits frelatés circulent à travers le pays ;</li> <li>- Foisonnement des acteurs non professionnels dans le circuit de la distribution des intrants agricoles.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion des pesticides obsolètes ;</li> <li>- Processus de labellisation et de certification :</li> <li>- Inspection des intrants agricoles :</li> <li>- Contrôle phytosanitaires :</li> <li>- Conservation et maintenance des ressources phylogénétiques</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le processus de certification bien qu'au début trouve son engouement dans la production des semences de qualité par des structures assermentées ;</li> <li>- Inadéquation entre la mise à disposition des fonds et le calendrier d'exécution des activités de l'action,</li> <li>- Lourdeur des procédures de déblocage des fonds, insuffisance d'équipements et d'infrastructures, insuffisance de cadres formés et assermentés.</li> </ul>							

Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mettre en place et opérationnaliser les structures permanentes de pilotage du Budget Programme (responsables des programmes, responsables d'actions)</li><li>- Labelliser d'autres intrants agricoles ;</li><li>- Entreprendre la sauvegarde et la sécurisation des pesticides obsolètes et emballages vides inventoriés sur le terrain ;</li><li>- Compléter la loi 2003/007 du 10 juillet 2003 régissant les activités du sous-secteur engrais au Cameroun par des décrets d'application ;</li><li>- Renforcer la loi 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire ;</li><li>- Finaliser l'avant-projet de loi sur l'agriculture biologique ;</li><li>- Généraliser les tests de conformité des pesticides par les techniques de laboratoire ;</li><li>- Systématiser les tests de conformité des engrais ;</li><li>- Acquérir les équipements et la logistique pour réaliser les activités</li><li>- Sensibiliser l'administration des douanes sur la problématique des pesticides illégaux ;</li><li>- Former et assermenter les Inspecteurs et Contrôleurs phytosanitaires ;</li><li>- Accroître le nombre d'espèces sujettes à la maintenance et à la conservation ainsi que les capacités d'accueil (parcelles, logistique, équipements et matériels de travail, etc.) ;</li><li>- Construire un bâtiment définitif pour le laboratoire ;</li><li>- Engager la certification des laboratoires des pesticides, des semences et des engrais ;</li><li>- Confection du catalogue officiel des espèces et variétés.</li></ul>
-------------------	---

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 393

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET  
DE PRODUCTION

Responsable du programme

**FALAINA**  
*Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Programme 393, modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricole  
**Responsable**

M. FALAINA, Directeur du Génie Rural et de l'Amélioration du Cadre de Vie en milieu Rural

OBJECTIF	Améliorer les performances des facteurs fondamentaux de production et le cadre de vie en milieu rural	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de la production issue des exploitations modernes et évolution du taux d'exode rural
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	10.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	60.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR Action 02: DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES Action 03: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL Action 04: SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES	
DOTATIONS INITIALES	AE 20 255 000 000	CP 20 255 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	FALAINA, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- Modernisation de l'agriculture familiale et de l'entreprise agricole ;
- Transfert de compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ;
- Insécurité transfrontalière ayant mobilisé l'attention de toute la nation ;
- Lancement du Plan d'urgence Triennale (PLANUT).

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

L'objectif global de ce programme est d'améliorer les performances des facteurs fondamentaux de production et de cadre de vie en milieu rural.

Il faudrait signaler que l'indicateur de ce Programme à l'année de référence (2011) intitulé « Proportion de la production issue des exportations modernes et évolution du taux d'exode rural » d'une valeur de 10% devrait se situer à 60% en année cible (2018).

En 2015, les dotations révisées de ce Programme en AE et CP étaient de 8 104 226 766 FCFA, pour une consommation de 6 556 533 414 FCFA, ce qui entraîne un reliquat de 1 547 693 352 FCFA, soit un taux de réalisation de 80,9%.

Il convient de rappeler que ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de décentralisation. A cet effet, le MINADER veille au

transfert effectif des compétences et ressources y afférentes.

Toutefois, il est à relever les lourdeurs dans l'exécution des ouvrages d'art et des infrastructures agricoles.

Dans le cadre du lancement du Plan d'Urgence Triennal des activités phares ci-après ont été retenues :

- Opérationnalisation du mécanisme de facilitation de développement de la micro-finance rurale.
- Désenclavement des besoins de production ;
- Construction des magasins de stockage dans les bassins de production agricole.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Construction et réhabilitation des caisses villageoises Financement des caisses villageoises</p> <p>Equipement des caisses villageoises Construction des réseaux d'irrigation Construction des forages équipés des PMH Construction des Châteaux/Barrages de rétention d'eau Aménagement des grands et petits périmètres irrigables Acquisition des Moto pompes et accessoires Entretien des pistes agricoles Construction, réhabilitation et équipement des Centres d'Education et d'Actions Communautaires (CEAC) Construction d'un dortoir en matériaux provisoires Achèvement des cases Communautaires Construction et aménagement des ouvrages d'art sur pistes agricoles Fourniture des machines, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Communal de Pavage des Routes Agricoles Acquisition des machines hydraformes pour la production des briques stabilisées pour le compte du Programme d'Appui à l'Installation des Jeunes Agriculteurs (PAIJA), dans le but d'améliorer le cadre vital des jeunes agriculteurs, tout en créant une dynamique d'emploi formel Construction et équipement des centres multimédia. Appui des OPA en équipements et outillages agricoles</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	45%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 8 104 226 766	CP 8 104 226 766
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 12 150 773 234	Ecart CP 12 150 773 234
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 6 556 533 414	CP 6 228 900 000
TAUX DE CONSOMMATION	80,9 %	76,86 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Ce programme du MINADER participe à la mise en œuvre de transfert de compétence au CTD. Toutefois plusieurs autres maillons participent à la réalisation de cette opération (opérateur économique, changement climatique, contrainte calendaire) Les difficultés de déblocage des ressources financières allouées aux activités.</p>	
PERSPECTIVES 2016	<p>-Aménagement des périmètres irrigués, -Poursuite de la viabilisation des zones de Bakassi et du lac Tchad ; -Equipement des postes agricoles en mini-stations automatiques agro climatologiques ; - Désenclavement des bassins de production ; - Faciliter l'accès à l'eau potable en milieu rural.</p>	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR								
OBJECTIF	Améliorer l'accès des exploitations agricoles, (petites et moyennes au financement)							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des exploitations agricoles (petites et moyennes ayant reçues les subventions et/ou crédits)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	15.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	40.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-Financement des caisses 84 000 000 FCFA mis à la disposition de 49 caisses, -Constructions /réhabilitations 04CVECA réhabilitées ; -Equipement des caisses : 16coffres forts acquis et mis à la disposition des caisses villageoises ; 27ordinateurs complets ; 10 imprimantes laser ; 13 imprimantes matricielles ; 03 imprimantes de comptabilité ; 07 onduleurs. 04 générateurs électriques -Matériel roulant 05 motos tout terrain -Formation des acteurs 27 nouveaux agents					70%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 840 000 000	3 840 000 000	837 243 012	837 243 012	837 243 012	837 243 012	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de la politique agricole de 2nde génération ;</li> <li>- Réforme du système des marchés publics ;</li> <li>- Transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales décentralisées.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Construction, réhabilitation et financement des structures de micro finance, formation des acteurs							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-L'appui aux organisateurs des producteurs en matière de micro finance n'a pas pu satisfaire la demande galopante des OP faitières qui pourtant affichent une maturation en matière d'autogestion.</li> <li>-Les activités d'accompagnement et de suivi-évaluation ont absorbé une partie des ressources allouées à cette action.</li> </ul>							
Perspectives 2016	Augmentation des ressources financières au profit des EMF							

Action 02 DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES									
OBJECTIF	Mettre en place les conditions de valorisation optimale de ressources en terre								
Indicateur	Intitulé:	Superficie de terres agricoles aménagées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  55%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	10.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	25.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-Réseaux d'irrigation : 03 réseaux -Canaux primaires et secondaires : 09 km -Construction des forages équipés des PMH : 352 forages -Châteaux/Barrages de rétention d'eau : 20 -Bâches de pompage : 15 -Périmètres irrigables aménagés : 38 ha pour 15 OP -Moto pompes et accessoires : 14 acquis et distribués -Cubitainers de 5 m3: 28 -Tuyaux de pression : 2237 -Construction des dalots : 11 -Travaux d'aménagement de bas-fonds au Programme de Valorisation des Bas-Fonds, pour une valeur de 43 millions de F CFA ;							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 672 300 000	2 672 300 000	2 639 492 981	2 639 492 981	1 740 809 090	1 740 809 090	65,95 %	65,95 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-Le Projet de Développement Rural du Mont Mbappit (PDRM) est en transition pour le démarrage de la deuxième phase. -Les travaux d'aménagement devront désormais s'exécuter en régie ; -Inondations dans les régions septentrionales et littorales								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des bas-fonds</li> <li>- Construction et aménagements des points d'eau</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'intitulé de l'indicateur de cette action ne coïncide pas réellement avec les activités effectuées sur le terrain telles que l'approvisionnement en eau potable et l'aménagement des bas fonds. Il convient de regretter la lenteur manifeste de mise en œuvre des forages dans certaines localités								
Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des périmètres irrigués</li> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable en milieu rural</li> </ul>								

## Action 03 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL

OBJECTIF	Améliorer le cadre de vie des populations rurales								
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'arrondissements ayant accès aux services de base (Points d'eau, Pistes)						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  80%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	79.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	280.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Entretien des pistes agricoles : 424 km de pistes agricoles entretenues ; -Construction, réhabilitation et équipement des Centres d'Education et d'Actions Communautaires (CEAC) :12 CEACs construits, 9 CEAC équipés ; -Construction d'un dortoir en matériaux provisoires sur le site de NDOTTO dans le département du Nkam, Région du Littoral ; -Achèvement des cases Communautaires:10cases communautaires achevées ; -Construction et aménagement des ouvrages d'art sur pistes agricoles : 43 ponceaux. -Construction des passages busés : 32 passages Fourniture des machines, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Communal de Pavage des Routes Agricoles, pour une valeur de 460 millions de F CFA ; -Construction Hangars de marché : 300 -Séchoir de Cacao : 01 -Marché N°33/M/MINMAP/DREN/CRPM-TBEC/2015 avec les Ets ETRA pour l'exécution des travaux d'aménagement d'un périmètre rizicole sur la rivière SERBEWEL à MAKARY -Equipement spécifique de construction Acquisition de deux (02) machines hydraformes pour la productio							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	13 242 700 000	13 242 700 000	4 136 700 000	4 136 700 000	3 487 690 539	3 487 690 539	84,31 %	84,31 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transfert des compétences aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation.</li> <li>- Insécurité transfrontalière ayant mobilisé l'attention de toute la nation.</li> <li>- Viabilisation des zones du Lac Tchad, et de Bakasssi</li> <li>- Prise en compte de la circulaire du MINADER instituant le Chef Service Régional ou Départemental du Génie Rural et l'Amélioration du Cadre de Vie en milieu rural comme ingénieur de marché dans le cadre des ressources transférées.</li> <li>- Prise en compte de la circulaire du MINMAP impliquant le MINADER et le MINEE dans la commission de réception des marchés relatifs à la construction des points d'eau.</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien des pistes agricoles</li> <li>- Construction/ Réhabilitation des CEAC</li> <li>- Equipement des CEAC</li> <li>- Construction des ouvrages d'arts sur pistes agricoles</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'évaluation des besoins en matière des infrastructures du monde rural est régulièrement faite par le personnel technique du MINADER. Malheureusement, ce personnel est, dans la plupart des cas, écarté lors de la réalisation de ces infrastructures. Cela impacte négativement dans le processus de suivi d'exécution de ces dernières.</li> <li>- Lenteur des procédures administratives et financières ;</li> </ul>								
Perspectives 2016									

## Action 04 SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES

OBJECTIF	Améliorer l'accès des exploitants agricoles au matériel et aux équipements mécanisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de tracteurs pour 1000 ha (motoculteurs et tracteurs)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		0.12999999523162842					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		0.5					
Réalisation exercice (Résultat technique):		Appui des OPA en équipements et outillages agricoles : Divers matériels agricoles (pioches, machettes, houes, pelles, gants, limes, bottes de sécurité, etc.) ont été acquis et distribués aux OPA acquis et remis à la disposition des OPA.				100%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	500 000 000	500 000 000	490 790 773	490 790 773	490 790 773	490 790 773	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des mini-comices agropastorales régionaux ;</li> <li>- Lancement des campagnes agricoles ;</li> <li>- Modernisation de l'Agriculture ;</li> <li>- Mise en place des pools d'engins de mécanisation.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisition et distribution des équipements et matériels agricoles							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Plusieurs appuis ont été effectués auprès des organisations faitières des producteurs, des coopératives naissantes et au niveau des structures engagées dans les activités de production de certaines filières prioritaires. Aussi, l'indicateur de cette action mérite d'être révisé							
Perspectives 2016	Poursuivre les appuis en matériels et équipements agricoles aux OPA							

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 394

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES  
SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE

Responsable du programme

ASSI CATHERINE ENGONWEI  
*Directeur du Développement Local et Communautaire*

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Programme 394, Gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture

#### Responsable

Mme Assi Catherine, Directeur du Développement Local et Communautaire

OBJECTIF	Améliorer l'exploitation durable des terres arables dans le respects des contraintes environnementales	
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des superficies agricoles nationales utilisant des bonnes pratiques de la fertilité et respectant les contraintes environnementales
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.6000000238418579
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	2.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE Action 02: AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU Action 03: AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 786 000 000	CP 4 786 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ASSI CATHERINE ENGONWEI, Directeur du Développement Local et Communautaire	

### 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- La poursuite des opérations de développement de la zone de Bakassi et du Lac Tchad ;
- La finalisation de l'étude sur l'élaboration du plan directeur de l'hydraulique agricole ;
- La réalisation de plusieurs études devant nous permettre de maîtriser certaines domaines en fin de mieux planifier nos interventions sur le terrain ;
- La mise en œuvre du Programme d'Appui à la Sécurisation de la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (ASGIRAP)

### 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

L'objectif global de ce programme est d'améliorer l'exploitation durable des terres arables dans le respect des contraintes environnantes.

L'indicateur retenu pour ce programme est le ‘% de superficie agricole nationale occupée par des exploitations utilisant des bonnes pratiques de gestion de la fertilité et respectant les contraintes environnementales’.

En 2011, 7% a été retenue comme valeur de référence. Ce chiffre devait évoluer à 15% en 2018 (année cible).

En 2015, ce programme a reçu une dotation révisée de : 801 574 604 FCFA en AE et CP, pour une consommation de 801 174 601 FCFA, d'où un reliquat de 400 0003 FCFA ; soit un taux de

réalisation financière de 99,95%.

Les ressources allouées à ce programme n'ont pas uniquement servi à l'amélioration de la fertilité des sols arables, mais également à faire face aux dégâts et problèmes causés par les inondations dans les parties septentrionale et littorale du Cameroun.

Parallèlement, ces fonds ont également servi à contenir l'afflux des réfugiés et la gestion difficile des débordements.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurisation du Patrimoine foncier du MINADER</li> <li>- Lancement de l'élaboration de la carte d'aptitude des sols</li> <li>- Travaux d'aménagement des grands périmètres irrigables pour accroître la production de contre-saison</li> <li>- Installation des réseaux d'irrigation des parcs à bois</li> <li>- Acquisition de 11 kits d'analyse de sol</li> </ul>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	68%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 801 574 604	CP 801 574 604
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 3 984 425 396	Ecart CP 3 984 425 396
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 801 174 601	CP 801 174 601
TAUX DE CONSOMMATION	99,95 %	99,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité transfrontalière,</li> <li>- Inondation et pertes de récolte</li> <li>- Afflux des réfugiés et gestion difficile de ces débordements</li> <li>- Insécurité alimentaire et sanitaire</li> <li>- Complexité des procédures de passations de marchés</li> <li>- Lenteurs administratives dans les procédures d'immatriculation des terrains</li> <li>- Intervention d'autres acteurs</li> </ul>	
PERSPECTIVES 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs pour la gestion des anticipations des demandes foncières ;</li> <li>- La simplification et la réduction des délais de procédures d'accès à la propriété foncière ;</li> <li>- La poursuite de la sécurisation du patrimoine foncier du MINADER</li> <li>- Poursuite de la recherche documentaire et de la collecte des données ;</li> <li>- Le recensement et la caractérisation des sites potentiels de retenues d'eau ;</li> <li>- La mise en œuvre effective du programme ASGIRAP</li> </ul>	

## 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE									
OBJECTIF	Mettre en œuvre un plan national d'affectation des terres agricoles								
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des terres agricoles effectivement affectées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	2.799999952316284							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	10.0							
Réalisation exercice (Résultat technique):	Sécurisation du Patrimoine foncier du MINADER : -Des Titres fonciers sont encours d'obtention dans certains sites -La construction de la clôture de sécurité de service régional du Développement Local et Communautaire dans la région du Nord-Ouest ; En ce qui concerne l'élaboration de la carte d'aptitude des sols : Acquisition en cours d'un pick-up 4x4 et fonctionnement du comité de pilotage						65%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	215 000 000	215 000 000	195 000 000	195 000 000	195 000 000	195 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité transfrontalière,</li> <li>- Inondation et pertes de récolte</li> <li>- Afflux des réfugiés et gestion difficile de ces débordements</li> <li>- Insécurité alimentaire et sanitaire</li> <li>- Difficultés inhérentes à la mise en œuvre du budget-programme</li> <li>- Réforme du système des marchés publics</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurisation des fermes semencières et du Patrimoine foncier du MINADER</li> <li>- Elaboration de la carte d'aptitude des sols</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'appropriation de mécanisme de sécurisation du patrimoine foncier peine encore à être concrétisé au niveau des structures déconcentrées ;</li> <li>- Lenteurs administratives et lourdeur dans les procédures de passation des marchés publics ;</li> <li>- Délégation des crédits aux services déconcentrés non visible dans les dépenses réelles de l'action.</li> </ul>								
Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La poursuite de la sécurisation du foncier agricole du MINADER ;</li> <li>- La mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs pour la gestion des anticipations des demandes foncières ;</li> <li>- La simplification et la réduction des délais de procédures d'accès à la propriété foncière.</li> <li>- La mise en place d'un plan de renforcement des capacités de nos acteurs déconcentrés sur la sécurisation du patrimoine foncier.</li> </ul>								

## Action 02 AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU

OBJECTIF	Mettre en œuvre les projets d'aménagement des ressources en eau								
Indicateur	Intitulé:	Superficies des terres agricoles irriguées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	33000.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	100000.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-Travaux d'aménagement des grands périmètres irrigables pour accroître la production de contre-saison d'une valeur de 88,200 millions de F CFA ; -Installation du réseau d'irrigation parc à bois de Mbouroukou, Barombi-Kang et Monatélé dans le cadre de l'amélioration des conditions pour la production des semences et plants de cacao et café, pour une valeur de 56 millions de F CFA ;						50%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 046 000 000	4 046 000 000	81 574 604	81 574 604	81 174 601	81 174 601	99,51 %	99,51 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité transfrontalière,</li> <li>- Inondation et pertes de récolte</li> <li>- Afflux des réfugiés et gestion difficile de ces débordements</li> <li>- Insécurité alimentaire et sanitaire</li> <li>- Difficultés inhérentes à la mise en œuvre du budget-programme</li> <li>- Réforme du système des marchés publics</li> <li>- Retard entre les engagements et les décaissements</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Mise en place du plan directeur de l'hydraulique agricole								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les changements climatiques qui engendrent des écarts entre le moment de l'évaluation des besoins et celui de la réalisation effective des travaux.</li> <li>- Lenteurs administratives et lourdeur dans les procédures de passation des marchés publics ;</li> <li>- Délégation des crédits aux services déconcentrés non visible dans les dépenses réelles de l'action.</li> </ul>								
Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recensement et caractérisation des sites potentiels de retenues d'eau ;</li> <li>- Poursuite de la construction des points de retenues d'eau ;</li> <li>- Reformulation de l'indicateur ;</li> <li>- Mise en place du processus d'identification et de priorisation des sites dont les besoins sont urgents en matière d'irrigation.</li> </ul>								

### Action 03 AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES

OBJECTIF	Restaurer la fertilité des sols							
Indicateur	Intitulé:		Superficies des terres bénéficiant des techniques de conservation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		35000.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		200000.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		Acquisition de 11 kits d'analyse de sol d'une valeur de 50 millions de F CFA dans le but d'améliorer la production des exploitations à travers une fertilisation rationnelle.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	525 000 000	525 000 000	525 000 000	525 000 000	525 000 000	525 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité transfrontalière et abandon des champs par les paysans</li> <li>- Insécurité sanitaire et alimentaire</li> <li>- Forte pluies dans la partie septentrionale</li> <li>- Inondations avec pertes des récoltes</li> <li>- Afflux des réfugiés et difficultés de gérer le supplément des populations</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Sécurisation et la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (ASGIRAP)</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La réalisation de cette action exige des ressources importantes au vue du type d'équipement exigé sur le terrain et au caractère singulier de l'expertise.							
Perspectives 2016	Le lancement du processus d'analyse de sol en utilisant les équipements acquis.							

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

A titre de rappel, l'objectif stratégique du MINADER qui dérive de la vision du Chef de l'Etat est de faire du Cameroun, un pays émergent à l'horizon 2035, démocratique et unis dans sa diversité et aussi « de renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement ». Cet objectif repose sur quatre piliers, à savoir :

- Améliorer la productivité et la compétitivité des filières agricoles ;
- Moderniser les infrastructures du monde rural et de production agricole ;
- Gérer durablement les ressources naturelles spécifiques à l'agriculture ;
- Renforcer la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur

Les quatre piliers ci-dessus mentionnés ont été déclinés en quatre programmes :

Le programme technique N°1 intitulé « Amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles » ;

Le programme technique N°2 intitulé « Modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricole » ;

Le programme technique N°3 est intitulé « Gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture » ;

Le programme support intitulé « Gouvernance et appui institutionnel ».

Le principal défi à relever dans le secteur rural concerne le passage à une production rurale semi intensive et industrielle qui permettra : (i) d'assurer la sécurité et l'autosuffisance au niveau de la consommation interne, (ii) d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties et enfin, (iii) de développer les exportations et améliorer ainsi la balance commerciale.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

Dans le secteur rural, en cohérence avec la politique de développement de grandes exploitations agricoles, des mesures incitatives seront prises pour faciliter l'installation des diplômés des écoles d'agriculture à travers : (i) la formation au montage de projets agricoles d'envergure ; (ii) la facilitation de l'accès aux crédits ; et (iii) la facilitation de l'accès aux intrants agricoles modernes.

L'enveloppe budgétaire allouée au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural au titre de l'exercice 2015 était de 108.692.067 FCFA dont 43.520.2500 milliards de FCFA en dépenses de fonctionnement et 65.170.2567 FCFA en dépenses d'investissement.

La mise en application de ces programmes vise des objectifs spécifiques et s'accompagne d'indicateurs précis et mesurables dont on peut apprécier l'état d'avancement.

L'allocation budgétaire reçue a permis au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

de mettre en œuvre ses programmes déclinés en actions et activités.

Les résultats enregistrés et présentés dans les pages précédentes de ce document sont en cohérence avec l'objectif stratégique du MINADER contenu dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

### 3.2. LEÇONS APPRISES

Il apparaît de la mise en œuvre du budget programme ce qui suit :

Celui-ci est une nouvelle manière de gérer la fortune publique instituée dans les administrations publiques sur les plans comptable, financier et budgétaire.

Le Budget Programme commande que le gestionnaire de la fortune publique fasse un bilan des activités menées et des résultats obtenus à la fin de chaque année en élaborant le Rapport de Performance

Le Budget Programme est la gestion axée sur les résultats qui allie efficacité et efficience

Une bonne mise en œuvre du Budget Programme garantit une traçabilité dans la gestion de fonds d'une part et d'autre part dans la réalisation des activités pour lesquels ces fonds ont été débloqués.

Le Budget Programme est un cadrage qui permet d'éviter les dérapages dans la gestion des fonds publics

### 3.3. PERSPECTIVES 2016

Les perspectives pour l'année 2016 se font dans un environnement dominé par :

- L'insuffisance du personnel d'encadrement
- L'inadéquation entre le système des Marchés Publics et les activités agricoles
- L'insuffisance et la mobilisation lente des ressources financières qui ne permettent pas toujours d'assurer l'investissement programmé dans le respect des calendriers agricoles
- L'inadaptation du système de financement à l'activité agricole

Sans être exhaustif, les orientations du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural pour l'année 2016 sont les suivantes :

- La poursuite de la mise en place des normes et standards pour préparer la certification des produits ;
- L'intensification de la formation des acteurs ruraux aux nouvelles technologies de production, de transformation et de commercialisation des produits à travers la création des centres d'excellence des filières agricoles ;
- L'organisation d'un forum national sur l'agriculture ;
- La promotion des activités de valorisation des produits agricoles du cru ;
- L'opérationnalisation des fermes semencières de 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- La maîtrise de l'accès au financement et à la terre
- La maîtrise des marchés agricoles
- La maîtrise de l'eau pour palier les effets du changement climatique et produire en toute

saison de l'année

- La poursuite de la promotion du mouvement coopératif
- Le traitement de 25% du verger cacao-café
- La maîtrise totale de la production et de la distribution des semences et plants améliorés à haut rendement
- La poursuite du développement des filières agricoles en vue d'une mobilisation optimale des réserves de productivité, de valeur ajoutée et de compétitivité
- La préparation avec la Banque Islamique de Développement (BID) du projet de développement et de la transformation de fruits
- La mise en place avec la banque africaine de Développement (BAD) du projet de développement des chaînes de valeurs agricoles pour un financement d'environ 100 millions de Dollars ;
- La réalisation effective du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (REGAE)
- Un accroissement substantiel des productions agricoles pour répondre aux problèmes d'insécurité alimentaires et la quête des marchés extérieurs